

quelque profonde combinaison, de quelque *coup d'état à l'extérieur*, l'Empereur est en train de perdre tout son prestige. L'abandon du Pape et de Maximilien, s'il diminuait beaucoup la confiance que l'on pouvait avoir dans la protection de la France, avait au moins l'avantage de satisfaire le cri de la bourgeoisie et du parti libéral contre les expéditions lointaines. Mais l'agrandissement soudain de la Prusse, la magnifique position faite à l'ennemi le plus farouche et le plus constant de la France, la création d'une puissance de premier ordre au nord du Rhin, les jubulations de la presse anglaise à la nouvelle que la France ne sera plus bientôt la première puissance du continent, et que deux grands royaumes se tiendront debout à ses frontières au nord et à l'est, tout cela donne pour le moment raison à tous les ennemis de l'Empereur à la fois, et jette la nation entière dans cet état d'abattement et de dégoût, dont la réaction a été si funeste à tant d'autres pouvoirs.

Si l'étoile de Napoléon III semble pâlir, en revanche, la popularité de l'Impératrice s'accroît de jour en jour. Son dévouement auprès des cholériques d'Amiens sera célèbre dans l'histoire, et il lui a valu, aux grandes fêtes de la Lorraine, les ovations les plus enthousiastes.

Ces fêtes, données à Nancy, pour célébrer le centième anniversaire de l'annexion de la Lorraine à la France, contrastent singulièrement avec la situation présente, et ont dû chatouiller assez peu agréablement la fibre nationale, au moment où Napoléon paraît reculer devant de nouvelles annexions que, jusqu'ici, sa politique faisait croire très-prochaines. On répond, il est vrai, à ces aspirations du patriotisme français, en disant qu'il faut d'abord donner le temps de mettre l'armée française sur le même pied que l'armée prussienne quant au perfectionnement des armes; qu'ensuite, en exprimant l'espoir que la Prusse ne passerait pas la ligne du Mein, l'on s'est réservé l'occasion de faire la guerre lorsque cette puissance voudra s'agrandir encore, ce qui arrivera nécessairement avant peu.

Les succès de M. de Bismark sont d'ailleurs assez foudroyants pour l'étonner lui-même et lui faire perdre la tête. Jamais si courte campagne n'a eu d'aussi terribles résultats. Elle n'a duré qu'une dizaine de jours, et les Prussiens l'appellent avec orgueil la guerre de *sept jours*, par opposition à la fameuse guerre de *sept ans*.

La bataille de Sadowa est une triste page dans l'histoire de l'humanité : le carnage a été affreux; plus de 1500 pièces d'artillerie étaient en bataille, et l'Autriche a perdu pour sa part environ 60,000 hommes.

Les Prussiens de 1866 se sont montrés de toute manière les dignes descendants de ceux de 1815. Ils ont dévasté et massacré tout sur leur passage, et la ville de Francfort a surtout pu se convaincre que le *væ victis!* de Brennus n'est pas un vain mot dans la bouche d'un successeur de Blücher. Le général Falkenstein qui, le premier, a occupé ce chef-lieu de la confédération germanique, très-hostile comme on sait à la Prusse, a exercé ses vengeances par un crescendo d'exactions qui n'a de parallèle nulle part dans l'histoire. Il a d'abord exigé 300 chevaux de selle et 1000 chevaux de trait. On s'est empressé de les lui fournir. Il a demandé 60,000 paires de bottes; on s'est mis en devoir de les lui livrer. Enfin, il a frappé la ville d'une contribution de guerre équivalant à treize millions de francs, que l'on s'est empressé de lui fournir. Sur ces entrefaites, le général de Manteuffel a remplacé le général Falkenstein. Son premier acte a été de frapper une nouvelle contribution de guerre de soixante millions de francs, ce qui, avec les impôts de tout genre prélevés par son prédécesseur, formait plus de soixante et quinze millions de francs pour une ville de cent mille âmes. La ville, cette fois, a décidé de ne point payer et de laisser le vainqueur se payer lui-même. M. de Rotschild, dont Francfort est la patrie, et qui y a un comptoir, aurait signifié au gouvernement de Prusse qu'il se vengerait de ces atrocités, et l'on sait qu'il est en mesure de le faire. Pour mémoire, voici le menu que chaque officier, d'après les ordres du général Falkenstein, avait le droit d'exiger des habitants. C'est une curiosité historique que nous tenons à enregistrer, quoiqu'elle ne soit point à la gloire du dix-neuvième siècle :

"Les officiers ont le droit de demander le matin, du café avec accessoires; à midi, de la soupe, de la viande, des légumes, du rôt et une bouteille de vin; dans la journée, du café; le soir, un souper (à discrétion, sans doute?) et outre cela, huit bons cigares par jour." Le menu des soldats est à proportion et contient les huit cigares; mais on n'exige pas qu'ils soient bons.

La Bohême entière est dévastée, les récoltes sont détruites, les villages incendiés, et, en bien des endroits, les hommes massacrés, les femmes et les enfants sans asiles.

"Une seule classe d'habitants, dit un correspondant, paraît heureuse; ils sont gras et on ne leur demande pas de cigares: ce sont les corbeaux, qui pullulent sur les champs de bataille."

Si la Prusse est triomphante, l'Italie battue triomphe encore plus fort. Les prétentions des Italiens, leur ingratitude déjà trop manifeste envers la France, ont irrité à bon droit les Parisiens, qui s'en sont vengés par un mot qui restera. On n'a pas oublié la réponse célèbre: *Italia fara da se*; et on en a fait un verbe. "Les Italiens n'ont pas pu *faradasser*; ou bien encore, ils ont mal *faradassé*." On trouvera probablement dans un prochain dictionnaire de l'académie: FARADASSER, v. a.: *Faire un fiasco après beaucoup de fanfaronnades.*

Deux défaites marquantes, que ne relève aucun succès bien brillant, ont été la part de l'Italie: la bataille de Custoza et le combat naval de Lissa, près d'Ancone, où la flotte italienne, qui promettait des prodiges, a été complètement battue, son plus beau vaisseau, le *Rex Italia*,

coulé à fond et les autres gravement endommagés. L'échec a été si douloureux pour l'amour-propre national, que l'amiral Parsano subit un procès, et s'il n'a point le sort de l'amiral Byng, que l'Angleterre avait perdu, disait Voltaire, *pour encourager les autres*, il payera probablement de quelque manière les frais de la mauvaise humeur de ses compatriotes.

Si l'on ajoute à la situation européenne, telle que nous venons de l'esquisser, le prochain abandon de Rome par les troupes françaises, le deuxième anniversaire de la célèbre convention du quinze septembre étant tout proche, et la prochaine abdication de l'Empereur Maximilien, dont l'épouse envoyée en ambassade auprès de l'Empereur des Français paraît n'avoir obtenu aucun succès, on verra que des événements plus graves encore que tous ceux qui ont signalé les deux derniers mois, se préparent pour la fin de l'année.

Le dix août, Sa Majesté la Reine a prorogé le parlement par commission. Le discours du trône fait une allusion très-circonspecte aux affaires du continent, dans lesquelles *ni l'honneur, ni l'intérêt de la nation ne se trouvaient engagés*; puis, viennent les *Fénians*, leurs conspirations en Irlande et leur tentative d'invasion en Canada. Sa Majesté exprime son regret d'être obligée de maintenir la suspension de l'*habeas corpus*, malgré l'excellent résultat des mesures de répression et de la vigilance qui ont été exercées en Irlande. Voici le passage qui a rapport au Canada :

"Les chefs du mouvement à l'étranger, malgré le peu de succès de la conspiration en Irlande, n'ont point renoncé à leurs criminels projets; et prenant pour base de leurs opérations le territoire des Etats-Unis d'Amérique, ils ont fait une tentative d'invasion dans nos provinces de l'Amérique du Nord, et y ont attaqué les paisibles sujets de Sa Majesté. Cette tentative n'a fait que prouver de la manière la plus éclatante, tout ce qu'il y a de fidélité et de dévouement dans ces provinces; et tous les sujets de Sa Majesté, sans distinction de croyance ou d'origine, se sont unis pour la défense de leur Souverain et de leur pays. Elle a également donné occasion au gouvernement des Etats-Unis de prouver sa bonne foi et son scrupuleux respect pour le droit international; l'intervention active de ce gouvernement a surtout contribué à préserver les possessions de Sa Majesté des malheurs et des pertes qui résultent toujours d'une semblable invasion."

La crise financière, le choléra, l'épizootie sont, en sus du *fenianisme*, le côté sombre du tableau de la situation tel que retracé par Sa Majesté, qui rend grâces cependant à la Providence de ce que Sa bonté ait bien voulu atténuer tous ces maux, dont les effets eussent pu être beaucoup plus sensibles qu'ils ne l'ont été.

La pose du câble transatlantique fournit le côté consolant, et Sa Majesté se réjouit de ce nouveau lien qui rattache ainsi l'ancien monde au nouveau, et l'empire à ses colonies. Elle parle avec éloge de l'habileté et de la persévérance qu'ont montrées les directeurs de cette grande entreprise, due seulement à l'esprit d'association, et dans laquelle les gouvernements n'ont encouru aucune dépense.

Tout en se *simmissant* aucunement dans les affaires du continent, Sa Majesté étend assez rapidement ses relations de famille; Elle a marié, il y a quelque temps, son cinquième enfant, la princesse Hélène, au prince Frederick-Chrétien de Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg. Parmi tous ces noms il en est deux qui rappellent d'assez douloureux événements, lesquels contenaient en germe les deux dernières guerres et bien d'autres encore peut-être. Le prince est en effet le fils du souverain qui avait abandonné au Danemark les fameux duchés, et le frère-cadet de celui dont les prétentions ont servi de prétexte à l'injuste spoliation de ce petit royaume par la *ci-devant* confédération germanique.

Le parlement canadien a été prorogé presque en même temps que le parlement impérial; mais pour plus longtemps, car il est très-probable qu'il n'y aura point d'autre session avant la confédération.

Donc, le quinze août, Son Excellence Lord Monck, que Sa Majesté a bien voulu tout récemment élever à la pairie du Royaume-Uni, congédiait en personne ceux qui, en toute apparence, figureront dans l'histoire comme les derniers représentants du Canada sous la constitution de 1840. La cérémonie de la prorogation, qui avait lieu dans la magnifique salle du Conseil Législatif, empruntait à ces circonstances toutes solennelles un intérêt particulier.

"Je me réjouis, a dit Lord Monck, de voir que vous avez terminé vos travaux pour l'union des colonies de l'Amérique Britannique du Nord, et je ne manquerai pas de transmettre au secrétaire d'état pour les colonies, l'adresse que vous avez adoptée à ce sujet. En fermant cette session, qui est probablement la dernière sous l'acte d'union des deux Canadas, je félicite le parlement qui a siégé en vertu de cette loi, sur les événements qui ont eu lieu en cette province depuis un quart de siècle. Cette période a été témoin de la ferme consolidation de nos institutions, tant politiques que municipales, de la colonisation de notre pays et du développement de nos ressources intérieures, et de notre commerce avec l'étranger, du perfectionnement et de la simplification de nos lois, et par-dessus tout de l'éducation que l'adoption du système municipal a donnée à nos hommes d'état dans la pratique de la constitution britannique éprouvée par tant de siècles.

"Les mêmes principes, dont l'application a été suivie d'avantages si nombreux sous l'union des Canadas, seront le guide de notre conduite dans la plus grande sphère d'action où nous sommes sur le point d'entrer; et je prie avec ferveur, que les bienfaits dont vous avez joui jusqu'à présent soient accordés en plus grand nombre à la nouvelle nationalité dont vous